



Office of the Director of Public Prosecutions

'To No One Will We Sell, To No One Deny or Delay Right or Justice'
Chapter 40, Magna Carta 1215

In this Issue

Editorial	3
ODPP VIDEO	5
ARTICLES	
• Hommage	7
• Webinaire de l'AIPPF	9
• ODPP Conference on Anti-Money Laundering / Combatting of Terrorism Financing and Environmental and Maritime Crimes	14
Quick Facts	20
Highlights of 2020 – Activities organised by the ODPP	22
Case Summary	24

Editorial Team

Ms Anusha Rawoah, Ag. Principal State Counsel

Mrs Shaaheen Inshiraah Dawreeawoo, State Counsel

Ms Veda Dawoonauth, State Counsel

Ms Neelam Nemchand, Legal Research Officer

Ms Pooja Domun, Legal Research Officer

Ms Genisha Raudhay, Communication/Liaison Officer

The views expressed in the articles are those of the particular authors and should under no account be considered as binding on the Office.

Editorial



Anusha Rawoah
Ag. Principal State Counsel

Dear Readers,

As we flip the calendar to a new year, we are pleased to bring to you the last issue of our e-newsletter for the year 2020. In the 'Video' section, you will listen to the DPP, Mr Satyajit Boolell, SC on a topical subject. In this issue, we also pay tribute to late Me. Pierre Rosario Domingue, who has recently passed away, and who will be deeply missed. On another note, the '*Association Internationale des Procureurs et Poursuivants Francophones* (AIPPF)' organised a webinar on '*Les enquêtes du GAFI et les impacts du blanchiment d'argent sur l'économie légale et La protection pénale des Écosystèmes*'. A review of same is included.

The year 2020 has, for the ODPP, been brimming with riveting activities and webinars, and this once again reiterates the values and hard work of our law officers and support staff. On the 11th December 2020, the ODPP organized a full day Conference at La Pirogue Hotel, Flic en Flac. The Conference was made possible through the support and collaboration of the '*Organisation Internationale de la Francophonie*' ("OIF"), with which the ODPP has very good working relationship. The Conference invitation was sent to members of the OIF, the '*Association Internationale des Procureurs et Poursuivants Francophones*' ("AIPPF"), the Africa Prosecutors Association ('APA'), and the International Association of Prosecutors ('IAP'), who participated virtually. The Conference addressed legal issues pertaining to money laundering, terrorism financing as well as environmental and maritime crimes. We had the benefit of having foreign experts as speakers contributing through Zoom. A detailed report of the Conference is provided at page 14.

In our 'Quick Facts' section, we provide you with an overview of the offences pertaining to noise pollution, as found under the 'Environment Protection (Control of Noise) Regulations 2008'. Finally, you will read the Supreme Court judgments summary at page 24.

The year 2020 has no doubt been difficult for our country, most specifically due to the COVID-19 pandemic or the 'Wakashio' oil spill. We can only hope that the next year will be a better one. The ODPP takes this opportunity to wish its readership a very Happy and safe New Year 2021!





ODPP VIDEO

ODPP VIDEO

Click on the 'Play' icon below to view the video or view video on <https://youtu.be/ISuWZjE9GRQ>



Mr Satyajit Boolell, SC
Director of Public Prosecutions



ARTICLES



Late Me. Pierre Rosario Domingue

HOMMAGE

C'est avec le plus grand désarroi que nous apprenions le décès de Pierre Rosario Domingue, éminent juriste, ami et collaborateur, ce vendredi 11 décembre 2020.

Pierre Rosario Domingue a, pendant de nombreuses années, dispensé des cours à l'Université de Maurice sur divers aspects du droit mauricien. Il a été le Head du Département de Droit de la Faculté de Law & Management de cette même institution. Nombre d'entre nous furent formés par ce brillant professeur de droit. Pointilleux sur chaque détail, fontaine de connaissance juridique, amoureux de culture, il fut adulé par ses élèves.

Pierre Rosario Domingue était apprécié et reconnu parmi ses pairs universitaires à Maurice comme outre-mer, notamment à l'Île de la Réunion. Il a pendant longtemps collaboré avec l'Université de la Réunion. D'ailleurs, ses anciens collègues ont émis l'idée d'un colloque en 2021 pour une réflexion sur les travaux dirigés par Rosario Domingue axés sur l'évolution du droit mauricien et la doctrine jurisprudentielle qui en découle.

En 2006, Rosario Domingue rejoint la Law Reform Commission qu'il dirigera de main de maître. Il va y effectuer un travail de fourmi sur la réforme du droit mauricien. Sous sa direction, la Law Reform Commission ne publiera pas moins de 150 rapports et documents de réflexion sur la thématique du renforcement de l'état de droit et de mise à jour du Code Civil et Code de Commerce.

En 2019, il fut nommé commissaire de la Commission Réconciliation et Vérité aux Seychelles.

En étroite collaboration avec Satyajit Boolell, SC, Directeur des Poursuites Publiques, Pierre Rosario Domingue s'attêlera à la refonte du Code Pénal Mauricien et à la modernisation de notre système de justice criminelle dans son ensemble, pour faciliter l'accès à la justice et faire face aux défis des temps modernes.

Il a été un membre assidu de l'équipe éditoriale des différents 'Mauritius Criminal Law Review', publication du Bureau du DPP.

Rosario Domingue était très apprécié et reconnu par de nombreux membres du Barreau pour son esprit vif et sa compréhension juridique.

Dans une entrevue accordée à l'Express, il répondra à la question posée par Marie-Annick Savripène "Qu'auriez-vous souhaité réaliser avant de quitter ce monde ?" :

"J'aimerais être témoin d'un peu plus de justice sociale, être un spectateur privilégié et actif de l'autonomisation des personnes historiquement opprimées, des vulnérables, des pauvres et des démunis. J'aimerais aussi pouvoir partir avec le sentiment du devoir accompli, celui d'avoir réussi ma vie, ce pour quoi j'ai été mis sur cette terre !"

Il s'est donné corps et âme pour bâtir un monde meilleur en cherchant à former des avocats respectables et à corriger les imperfections du système légal. C'était un fervent défenseur des droits de l'homme, de l'état de droit et du droit comparé. Un homme d'une humilité, d'une bonté sans pareil. Une source d'inspiration et un modèle pour tous. Il laisse un immense vide dans le paysage légal local et international.

Au Bureau du DPP, nous sommes affligés par son départ et nous exprimons nos sincères condoléances à son épouse Lydie et ses trois fils Jean Bernard, Patrick et Jonathan.

Parti trop tôt, nos respects maître....

Audrey Sunglee

Ag. Principal State Counsel



Webinaire de l'AIPPF: Les enquêtes du GAFI et les impacts du blanchiment d'argent sur l'économie légale et La protection pénale des Écosystèmes

Mardi 01 décembre 2020, l'**Association Internationale des Procureurs et Poursuivants Francophones** (AIPPF) a organisé en collaboration avec l'**Organisation Internationale de la Francophonie** (OIF), un webinaire, à l'occasion de son assemblée générale. Ce webinaire a vu la participation de plus de 90 participants de plusieurs pays et des intervenants du Canada, de Maurice, de la France et de la Suisse. Le webinaire a commencé par l'allocution de M. Frédéric Fèvre, Procureur général de Douai, France, Président de l'AIPPF et M. André-Abel Barry, Représentant de l'OIF.

Ce webinaire visait l'échange et le partage de connaissances et d'expériences sur deux thèmes d'actualité, notamment :

- **Les enquêtes du Groupe d'action financière (GAFI) et les impacts du blanchiment d'argent sur l'économie légale ; et**
- **La protection pénale des écosystèmes**

La première partie de la séance était présidée par Me. Satyajit Boolell, SC, Directeur des Poursuites Publiques (DPP) à Maurice. Il est à noter que le DPP est également vice-président du conseil d'administration de l'AIPPF pour l'Océan Indien. En guise d'introduction, le DPP a souligné que même si l'île Maurice ne fait pas partie des états membres du **Groupe d'Action Financière (GAFI)**, elle est concernée à travers son affiliation au **Groupe Anti Blanchiment en Afrique Orientale et Australe (GABOA)**. Le DPP a rappelé que l'implication de se trouver en porte-à-faux avec les directives du GAFI appliquées par les états membres de la GABOA est potentiellement l'isolement dans le monde des affaires et d'être traité en paria par de grands centres financiers. Le but des listes établies par le GAFI est de "*name and shame*" afin d'alerter le monde des affaires par rapport aux risques d'investir dans des centres financiers qui n'inspirent pas la confiance et qui sont considérés comme douteux.

PARTIE 1

Les points forts de cette partie de la session ont couvert de sujets tels que :

- ***Le recyclage des produits de la criminalité qui pose un défi dans la poursuite des dossiers de blanchiment d'argent***

La présentation de Me. Fabienne Simon, Procureure au sein du service des poursuites pénales au Canada (SPPC) était basée sur les défis dans les enquêtes et poursuites de dossiers de blanchiment. Elle a brossé un tableau

Webinaire de l'AIPPF: Les enquêtes du GAFI et les impacts du blanchiment d'argent sur l'économie légale et La protection pénale des Écosystèmes

sur le recyclage des produits de la criminalité en rapport avec le blanchiment d'argent qui comprend normalement les professionnels du droit, les prêteurs hypothécaires non soumis à la réglementation, les assureurs hypothécaires, les registres fonciers, les compagnies d'assurance de titres, les promoteurs et les promoteurs immobiliers. Elle a aussi rappelé l'action de Mons. François-Olivier Myett dans une affaire emblématique du blanchiment, le Projet Collecteur. En gros, ce cas concernait des collecteurs établis à Montréal qui récupéraient l'argent liquide de groupes et remettaient les sommes au réseau de présumés blanchisseurs de Toronto. Elle a rappelé qu'en 2019, le Canada a renforcé sa législation en matière de lutte contre le blanchiment pour fournir de nouveaux outils aux procureurs et aux enquêteurs.

Concernant ce sujet, le DPP a évoqué **l'affaire R.c Chun 2014 QCCQ 8890**, qui est un exemple d'enquête réussie sur le blanchiment d'argent qui a débuté en 2002. Dans ce cas précis le blanchiment comprenait l'utilisation de divers services financiers et un programme élaboré pour le transfert d'argent à une banque au Cambodge qui appartenait et était contrôlée par le couple. En mars 2015, le couple a été condamné chacun à huit ans d'emprisonnement et à des amendes de neuf millions de dollars canadiens ainsi qu'à la saisie de leurs biens immobiliers.

- ***Le processus d'évaluations mutuelles qui constitue un volet fondamental des travaux du GAFI***

Me Patrick Lamon, Procureur fédéral du ministère public de la Confédération (MPC) en Suisse s'est exprimé sur l'impact du GAFI sur la poursuite pénale. Il a précisé que le GAFI a adopté des approches visant à évaluer la conformité technique à ses recommandations et à déterminer si les systèmes de la lutte contre le blanchiment de capitaux et le financement du terrorisme (LBC/FT) des pays membres sont efficaces. Les lacunes dans des lois sur le blanchiment d'argent sont les raisons principales de l'échec des enquêtes. Ainsi, selon le GAFI le maître-mot est l'efficacité des lois. Il a aussi précisé que la MPC compte environ 450 procédures pénales concernant le blanchiment ainsi qu'une plateforme électronique qui a été mise en place avec la cellule de renseignements financiers pour rendre plus efficaces les transmissions des déclarations suspectes.

Après cet exposé, le DPP, a mis l'accent sur la coordination entre les procureurs et spécialistes financiers et de revoir l'approche adopter pour combattre le blanchiment de l'argent étant donné que ces criminels vivent dans un monde dynamique et viennent toujours avec des moyens sophistiqués pour contourner la loi.

- ***Économie légale et blanchiment de l'argent du crime***

Dans son exposé, Me Jean-François Thony, Procureur Général, Cour D'Appel de Rennes (France), a parlé sur utilisation des sociétés offshore comme un maillon essentiel dans la chaîne de blanchiment d'argent.

Webinaire de l'AIPPF: Les enquêtes du GAFI et les impacts du blanchiment d'argent sur l'économie légale et La protection pénale des Écosystèmes

Il a commenté sur le processus de blanchiment d'argent qui selon GAFI se compose de trois étapes et qui a pour but de couper le lien entre l'organisation criminelle, l'argent du crime et le crime. L'argent fait l'objet d'un placement (prélavage) où il est dématérialisé et passe ensuite par la technique de l'empilage (lavage) qui empêche toute identification de l'origine illicite des revenus occultes, en créant un système complexe de transactions financières successives. Les sommes blanchies sont ensuite réintroduits dans l'économie après leur avoir donné une légitimité par l'étape de l'intégration.

- **Coopération entre différentes agences locales et internationales**

Répondant à une question concernant l'existence d'une base de données centrale entre les différentes agences locales et internationales concernant les enquêtes ou les poursuites (en cours ou achevées), Me Patrick Lamon a indiqué qu'il existe une coopération internationale en ce qui concerne la qualité du soupçon et qu'en fonction de cette question, d'autres autorités sont alors contactées. Il a rappelé l'importance du dialogue entre des analystes financiers, des procureurs et des policiers. Me Jean-François Thony a ajouté qu'il existe le Groupe Egmont qui permet aux pays membres d'interagir, coopérer et échanger efficacement des informations. Me Satyajit Boolell, DPP a cité la Suisse comme un bon exemple de coopération internationale car on avait obtenu des informations rapidement pour le déroulement d'une affaire à Maurice.

Il a également été souligné que le retard dans l'entraide judiciaire constituait souvent un autre défi majeur dans les enquêtes sur le blanchiment d'argent.

Cet atelier a permis de mieux appréhender cette problématique relative qui est habituellement appelée "*argent sale*" et qui impacte l'économie de plusieurs pays. Les états du GAFI, le **Fonds Monétaire International (FMI)** et la Banque mondiale évaluent chaque année un certain nombre de pays sur la façon dont ils se sont mis en conformité ou pas avec les recommandations .

PARTIE 2

La deuxième partie du webinaire était consacrée au thème de **la protection pénale des écosystèmes**. Cette partie était présidée par Mme Caroline Nisand, Procureure de la République du Tribunal judiciaire d'Evry.

Les principaux points de discussion sur la criminalité environnementale étaient axés sur les suivants :

- **Pollution Marine et l'élargissement du cercle des personnes responsables**

Damien Fourn, Magistrat, à la Direction des Affaires Criminelles et des Grâces (France), a partagé l'expérience judiciaire française en matière de lutte contre les pollutions maritimes. Il a expliqué sur la jurisprudence florissante en la matière qui illustre la diversité d'acteurs et le chevauchement des responsabilités pour pollution marine.

Webinaire de l'AIPPF: Les enquêtes du GAFI et les impacts du blanchiment d'argent sur l'économie légale et La protection pénale des Écosystèmes

Mons Fourn a rappelé que la France est un pays particulièrement exposé et sensible à la problématique des pollutions marines. La France a fait face à plusieurs catastrophes écologiques. Il a cité plusieurs naufrages qui ont débouché sur le renforcement de la responsabilité pénale en matière de pollution maritime.

Il a pris l'exemple d'une affaire en Polynésie française. Le capitaine d'un navire de pêche chinois ainsi que la société propriétaire étaient poursuivis en justice pour pollution marine le 12 mai dernier, au large de la côte nord de Tahiti en Polynésie française. La société propriétaire du thonier chinois, a été condamnée par le tribunal correctionnel à payer une amende de 35,7 millions de francs CFP pour *"rejet en mer de substance polluante par un navire de moins de 400 tonnes"* et *"pollution marine"*. Il a aussi parlé sur la contribution de navire de croisière dans la pollution marine. Il s'est référé à une affaire datée du 26 novembre 2018 concernant une croisière qui a été reconnue coupable de pollution environnementale et qui a été condamné à 100 000 euros d'amende pour non-respect des normes antipollution.

L'épicentre de la responsabilité pénale se concentre toujours autour du navire-pollueur mais, le cercle des personnes pénalement responsables n'a cessé de s'élargir. Traditionnellement, cette responsabilité est canalisée sur le capitaine ou le responsable à bord. Me Fourn a expliqué que la justice environnementale ne se limite pas seulement au capitaine du navire mais aussi à l'entreprise propriétaire. En 2012, il y a eu la consécration dans la chambre criminelle de la cour de cassation du principe de préjudice écologique traduit par une loi du 8 août 2016, intégrée dans le code civil français. Mons Fourn a aussi insisté sur l'immobilisation des navires qui va garantir le paiement de l'amende ainsi que la convocation immédiate du Capitaine.

Il a évoqué l'utilisation de la pratique du *"name and shame"* pour empêcher les compagnies maritimes et les navires d'entraver le droit de l'environnement et de prévenir la pollution marine. Il a aussi mentionné sur la faiblesse des sanctions en matière de délinquance environnementale et de créer des juridictions spécialisées pour rendre la justice plus efficace.

Il est à noter que la France utilise un drone renifleur qui grâce à des capteurs électrochimiques peuvent analyser la teneur en soufre des panaches de fumée s'échappant des navires dans le détroit du Pas-de-Calais qui est une région maritime très fréquentée.

• **Les dommages économiques, sociaux ou culturels dans l'appréciation de la gravité des délits mentionnés**

Normalement, la dimension socioculturelle n'est pas expressément prise en considération toutefois, le tribunal appréciera la gravité des faits et du comportement reproché à la personne qui a commis le délit environnemental. Me Fourn a précisé qu'en France, les cadres judiciaires sont conscients du préjugé écologique et de l'importance de la peine de nature patrimoniale.

Webinaire de l'AIPPF: Les enquêtes du GAFI et les impacts du blanchiment d'argent sur l'économie légale et La protection pénale des Écosystèmes

Me. Sacheen Boodhoo, Adjoint au Directeur des Poursuites Publiques, Maurice a élaboré sur la protection de l'écosystème. Il a aussi parlé sur les manquements, les problèmes et il a recommandé des solutions dans la loi. Il a discuté sur le fonctionnement des écosystèmes de notre planète. Il a souligné qu'il faut reconnaître le droit de générations futures ainsi que le droit et le devoir de vigilance face à la protection des écosystèmes.

Le webinaire s'est terminé par le discours de clôture de M. Frédéric Fèvre qui a fait un résumé des sujets abordés et il a remercié les panélistes, animateurs, organisateurs et les intervenants du webinaire.

Shruti Lallbeeharry and Artee Gunness Angad
Legal Research Officers

ODPP Conference on Anti-Money Laundering/ Combatting of Terrorism Financing and Environmental and Maritime Crimes



Mr S. Boolell, SC, DPP, delivering his welcoming speech



Mr A. A. Barry from the OIF, delivering his introductory speech through Zoom

The Office of the Director of Public Prosecutions (“ODPP”), in collaboration with the **Organisation Internationale de la Francophonie** (“OIF”), organised a full-day conference on the 11th December 2020 at La Pirogue Hotel, Flic en Flac. The conference included Law Officers of the ODPP as well as representatives from various institutions and stakeholders who assist in combatting money-laundering, terrorism financing as well as environmental and maritime crimes. There were several speakers from Mauritius as well as from other jurisdictions, who intervene through zoom. We were pleased to have the Conference started by the introductory speech of Mr André Abel Barry, who is responsible for the judicial and legal co-operation affairs within the ‘Direction des affaires politiques et de la gouvernance démocratique’ of the OIF. The opening speech was done by Mr Satyajit Boolell, S.C. the Director of Public Prosecutions, who emphasized that the collaboration between the ODPP and the OIF is a long-standing one and that there is a triangular coordination between the **Africa Prosecutors Association**, the **Association Internationale des Procureurs et Poursuivants Francophones** (“AIPPF”) and the OIF which is ensured by Ms Anusha Rawoah, Acting Principal State Counsel at the ODPP. He talked about the **Financial Action Task Force/Groupe d’action financière** (“FATF-GAFI”) and how money laundering is a real threat to financial institutions. The DPP proposed a two-part recommendation which consists; firstly of an international cooperation between the judiciary, prosecutors, regulators and investigators; and secondly, the need for a coordination cell for the development of strategies in order to more effectively fight money laundering, financing of terrorism, environmental and maritime crimes. He ended his speech by thanking everyone for their cooperation and participation and wished them a fruitful conference.

Representatives from the police, the Independent Commission Against Corruption, the Financial Services Commission, the Bank of Mauritius, the Financial Intelligence Unit as well as the Mauritius Revenue Authority were present and participated in the discussions through all the plenary sessions. The conference consisted of four plenary sessions. The first plenary session was moderated by Mr Rajesh Ramloll and comprised of Mrs Gayan-Jaulimsing Acting Assistant DPP, Mr Rashid Ahmine, Deputy DPP, and Dr. Navin Beekarry, Director General of the ICAC..

The topics addressed during the first plenary session included the techniques and measures of money laundering; anti-money laundering measures; FATF recommendations and the challenges/difficulties faced by the prosecution and investigatory bodies.



ODPP Conference on Anti-Money Laundering/ Combatting of Terrorism Financing and Environmental and Maritime Crimes

The second plenary session was moderated by Mr Jagganaden Muneesamy, Principal State Counsel, and comprised, as speakers: Mrs Jennifer Bairner, Crown Prosecution Service, Criminal Justice Advisor, British High Commission, Nairobi; Mrs Razia Jannoo-Jaunbocus, Acting Senior Assistant DPP; and Mr Clifford Frichot, Superintendent of Police, Anti-Money Laundering and Counter Terrorism Financing Unit, Mauritius Police Force. The topics discussed were, amongst others; financing of terrorism; the Mauritian response to combatting the financing of terrorism; the different legislations in place; and the issues faced by investigators in respect to enquiries into money laundering offences.

The third plenary session was moderated by Mrs Gowry-Bhurrut, Acting Assistant DPP. The speakers were: Dr Vikash Tatayah, Conservation Director of the Mauritius Wildlife Foundation; Mr Ricky Bookhun, Acting Senior State Counsel; and Professor Richard Steiner, Anchorage, Oasis Earth Environmental Sustainability Consulting, Alaska, USA. The topics tackled were: the protection of wildlife in Mauritius and the laws; maritime crimes such as piracy and smuggling of drugs through the sea; and maritime security.

The fourth and final plenary session was moderated by Ms Veerabudren, Acting Assistant DPP. The speakers comprised of; Dr Misha Plagis, Researcher at the Asser Institute, Hague, Netherlands; Mrs Shaaheen Dawreeawoo, State Counsel; and Dr Amanda Cabrejo Le Roux from the United Nations Environment Programme ("UNEP"). The topics considered were; environmental justice and the State's obligations; money laundering and ecocide; and UNEP's actions to support Member States and the legal and practical challenges faced.

The conference was an excellent opportunity for all stakeholders to discuss emerging legal challenges in the combat of crimes.

Neelam Nemchand & Pooja Domun
Legal Research Officers



Mr S. Boolell, SC, DPP addressing the audience

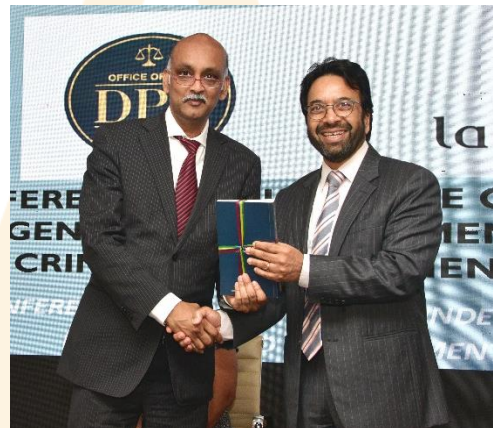
ODPP Conference Highlights



From left to right: Mr R. Ramlooll, SC, Deputy Solicitor General; Mrs M. Gayan-Jaulimsing, Acting Assistant DPP; Mr R. Ahmine, Deputy DPP; and Dr. N. Beekarry, Director General of the ICAC



Mr S. Boollell, SC, thanking Dr N. Beekarry and presenting him with the 2020 edition of the Mauritius Criminal Law Review ('MCLR')



Mr S. Boollell, SC, thanking Mr R. Ramlooll, SC and presenting him with the MCLR 2020



ODPP Conference Highlights



Ms A. Ramdin, Senior Assistant DPP with SP Frichot



Ms J. Bairner, Crown Prosecution Service, Criminal Justice Advisor, British High Commission, Nairobi intervening through Zoom



ODPP Conference Highlights



Mr R. Ahmine, Deputy DPP presenting Dr V. Tatayah with the MCLR 2020





QUICK FACTS

Quick Facts

DID YOU KNOW?

**The Environment
Protection (Control of
Noise) Regulations 2008**



**Penalty provided under
Section 7 of the Regulations**



**First Conviction – Fine
not exceeding 50,000
rupees**

**Second or Subsequent
Conviction – Fine not
exceeding 100,000 rupees
and imprisonment for a
term not exceeding 12
months**

**Section 3 of the Regulations provides that
no person shall make or cause to be made
any noise which constitutes a nuisance**



**In determining whether a noise constitutes
a nuisance, the following need to be
considered:**

**(a) The intensity of
the noise as perceived
by the ears**



**(b) The type of
noise emitted**



(c) The manner in which the noise is produced



Source:explore-life.com

(d) The potential level of interference as found by the authorized agent/enforcing agency

Source:property118.com

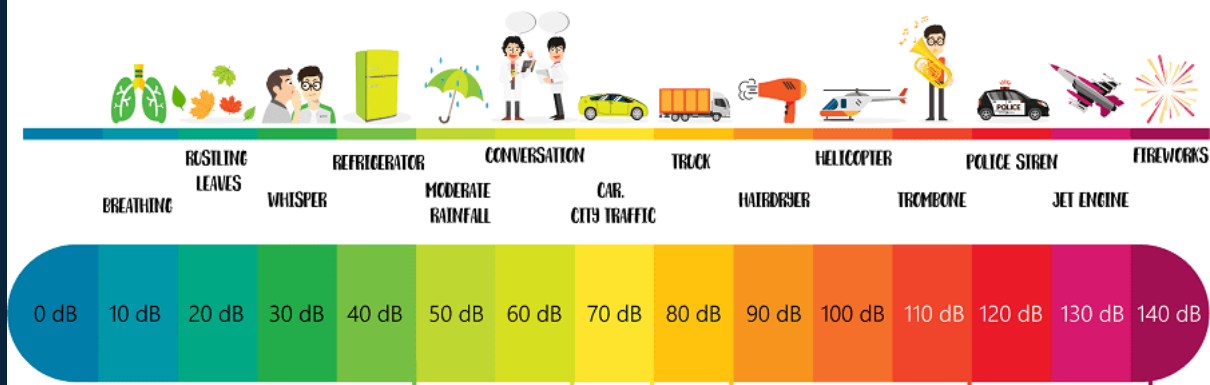


According to the Environment Protection (Environmental Standards for Noise) Regulations 1997, noise exposure limits regarding neighbourhood noise are as follows:

07.00 – 18.00	60 decibel
18.00 – 21.00	55 decibel
21.00 – 7.00	50 decibel

Source:grooveboxstudios.com

THE DECIBEL SCALE



Highlights 2020 – Activities organised by the ODPP



Independence Day Celebration



Talk on Gender Based Violence



Talk on sexual offences against children



Team Building activities during lunch



Christmas Celebration



Visit of Mr Mohammed Oozeer, PDSM C.S.K. former Adviser at the Ministry of Finance on the occasion of his retirement



SUPREME COURT JUDGMENTS SUMMARY

SUMMARY OF SUPREME COURT JUDGMENTS: December 2020

GOPEE V. v. THE STATE 2020 SCJ 296

By Hon. Ag. Senior Puisne Judge Mrs. B.R. Mungli-Gulbul and Hon. Judge Mrs. A.D. Narain

Information and Communication Technologies Act – Section 46 – Elements of the offence – Mens rea – Considerations to be applied

The appellant was prosecuted under 16 counts for the offence of “using an information and communication service for the purpose of causing inconvenience to a person” in breach of **sections 46(h)(ii) and 47** of the **Information and Communication Technologies Act (ICTA)**. He was found guilty and sentenced to pay a fine of Rs 12,000 under each count.

There were seven grounds of appeal, out of which 6 challenged the conviction on the core issue of the requisite mens rea for the offence whilst ground 7 challenged the sentence as being manifestly harsh and excessive.

The Appellate Court delved to examine and identify the elements of the offence under **section 46(h)(ii)** as it stood prior to its amendment brought by **Act No. 44 of 2001**. Guidance was sought from the **UK Act** and as a result, it was concluded that the state of mind which is required for an offence under **section 46(h)(ii)** is that the accused made use of the information and communication service for the unlawful purpose of causing annoyance, inconvenience or needless anxiety to another person.

Reference was made to the overview of “**Communication Offences**” (Offences under the *Communications Act*) at **Chapter 4** of the Report of

the Law Commission in UK entitled “*Abusive and Offensive Online Communications*”; A Scoping Report” (2018) (**Law Com. No. 381**), more particularly **paragraph 4.81** which reads as follows:

*“There is no specific authority on the question of whether the offences in **section 127(2)** are conduct crimes, however they are likely to be interpreted as such. Like the offences under **section 1** of the **MCA 1988** (which require that one of the defendant’s purposes is to cause “distress or anxiety”) the fault element in **section 127(2) CA 2003** contains an ulterior intent. In this case, it is that the defendant has sent it for the purposes of causing “annoyance, inconvenience, or needless anxiety”. However, actual harm does not need to arise as a result of sending the message for the offence to be committed.” (the underlining is ours)*

In view of the above observations and the wording of **section 46(h)(ii)** of the **ICTA**, the Appellate Court concluded that the following considerations would apply to determine whether the accused had the necessary mens rea at the material time and had used an information and communication service for the purpose of causing annoyance, inconvenience or needless anxiety to another person –

(i) it is the conduct of the accused that needs to be analysed in all the circumstances of the case in order to determine whether he had the necessary mens rea at the material time;

(ii) there is no need to prove that any “annoyance, inconvenience or needless anxiety” has actually been caused to any person;

(iii) as a result the need to establish the precise identity of any particular person to whom “annoyance, inconvenience or needless anxiety” was caused does not arise.

In the present case, the circumstances reveal that the accused deliberately and “*en toute connaissance de cause*” went on instead to post another person’s photograph, passing it off as his own to achieve his objective to find a “*soul mate*” to marry on the speed dating site.

Moreover, an offence under **section 46(h)(ii)** of the **ICTA** does not require that any annoyance, inconvenience or needless anxiety is actually caused to any particular person who requires to be identified. The fact that in the present case, the declarant was unknown to the appellant was of no relevance. What is required in order to establish the offence is that the appellant deliberately used the telecommunication service for the purpose of causing inconvenience “*to any person*”. There is no need to prove that the person is known to the perpetrator of such an offence nor is there any need to prove the identity of that person.

Therefore, the Magistrate’s findings that all the elements of the offence had been proved against the appellant was founded.

As for ground 7, the Appellate Court held that the fines imposed by the Magistrate were far from being harsh and excessive.

Hence, the appeal was dismissed altogether with costs.

FRANÇOIS F v THE STATE 2020 SCJ 302

By Hon. Judge Mrs. A.D. Narain and Hon. Judge Mrs. P.D.R. Chittoo

Sentence – Manifestly harsh and excessive – Unduly lenient – Power of Appellate Court to increase sentence on appeal

The appellant was convicted for the offences of driving motor vehicle without licence (**Count I**),

driving motor vehicle with alcohol concentration above the prescribed limit (**Count II**) and using uninsured motor vehicle (**Count III**), in breach of the **Road Traffic Act**. He was sentenced to undergo one-week imprisonment under count 1, fined and disqualified from holding and/or obtaining a driving licence for all types of vehicles for a period of 6 months. Under the other two counts, he was fined and subject to disqualification.

His sole ground of appeal was to the effect that the sentence was manifestly harsh and excessive, more specifically the one-week imprisonment.

The Court highlighted that the increasing number of road traffic accidents including fatalities in Mauritius cannot be ignored so that there is an utter need to give a strong signal to persistent offenders who do not seem to have regard to the safety of other road users. The sentence imposed by the Court should be commensurate with the seriousness of the offence, and should have a deterrent effect on wrongdoers. The principle of proportionality between the crime and punishment has to be borne in mind.

In the present matter, the Court could not overlook the fact that the appellant had a heavy list of previous convictions spanning over several years for road traffic offences and no less than six convictions for the offence of driving without licence.

The fact that the appellant was on all six occasions given a fine did not seem to have had any deterrent effect on him but it would rather appear that appellant must have been comforted that any similar breach of the law by him would attract no less than a further fine so that he again committed the offence of driving without licence just over more than two years after he had previously committed such offence.

Reference was made to the case of **Noorah v The State [2020 SCJ 130]** where the multiple previous convictions of an appellant showed his propensity to commit similar offences as well as his non-responsiveness to leniency which had had no deterrent effect on him.

Given the aggravating circumstances of the present case, the Appellate Court concluded that the sentence of one week's imprisonment was undoubtedly on the low side and could not be qualified as manifestly harsh and excessive. By virtue of **section 96(2) of the District and Intermediate Courts (Criminal Jurisdiction) Act**, the Court increased the sentence from 1 to 2 weeks' imprisonment under Count I.

The appeal was otherwise dismissed.

JEAN J L v THE STATE 2020 SCJ 312

By Hon. Judge Mr. D. Chan Kan Cheong and Hon. Judge Mr. M. I. Maghooa

Road Traffic Offence – Inops consilii – Special reasons – Duty of the Court – Discretionary powers of the Court

The appellant was prosecuted before the District Court for having unlawfully driven lorry no. 2Z 132 at Captain Bruce Street, Rose Hill, without due care and attention in breach of the **Road Traffic Act**. The appellant was *inops consilii* and he pleaded guilty to the charge.

At the close of the prosecution case, the learned Magistrate held a hearing for sentencing purposes and the appellant was informed of his rights and the different options available to him. The appellant made a statement from the dock where he prayed for leniency.

The learned Magistrate took into account the nature of the evidence, the appellant's timely guilty plea, his previous conviction for cognate offence and sentenced him to pay a fine of Rs 6,000 and Rs 100 costs. Additionally, in the absence of any special circumstances, the learned Magistrate disqualified him from obtaining/holding a driving licence for all types of vehicles for a period of 6 months and ordered his licence to be endorsed.

The appeal was only in relation to the disqualification, namely the failure of the Learned Magistrate to find special reasons which would warrant a departure from the obligatory minimum disqualification period of 6 months.

In the first place, the Appellate Court considered several authorities on the role of the Magistrate in ensuring that an accused party who is unrepresented be informed of his rights.

In **Runnoo D v The State [2015 SCJ 70]**, the Court made the following observation –

*“This court has said time and again that the role of a trial Magistrate is that of an independent arbiter in view of the fact that he operates within the bounds of an adversarial system. This having been said, the Magistrate still has the duty of ensuring that the trial which is being conducted by the parties (prosecution and defence likewise) is in all respects ‘fair’ as provided under **section 10 of the Constitution**. This warrants where necessary, the intervention of the Magistrate to explain the rights of the accused to him when the latter is unrepresented without, however, giving the impression that he is biased in favour of the accused or taking upon himself the role of defence counsel in particular when it comes to deciding tactical matters pertaining to the conduct of the defence case.”*

In **Ramtohul v The State [1992 MR 240]**, the Court has explained the importance of an accused who is *inops consilii* to be informed of his rights especially regarding the discretion contained in **section 52** of the **Road Traffic Act** –

*“We agree that in every case, an accused who is inops concilii should be informed of his rights to depone or make a statement and to call evidence, and that the record should indicate this as well as what the accused decides to do. This is particularly important in cases like the present one where the Court is given a special discretion not to pass the otherwise compulsory sentence provided in the **Second Schedule**. That discretion is contained in **section 52** of the **Act** which is to the effect that the Court should impose the obligatory sentences unless there are special reasons which dictate otherwise.”*

And, in **Jaudhub J K v The State [2014 SCJ 256]**, the Court has laid down the procedure to be followed –

“The Court should in the first place properly inform an accused party of his rights to depose in Court or make a statement, and to call evidence, and clearly indicate on the record that this has been done and what option the accused has chosen or what he has decided to do.”

In the present case, the entry in the court record showed that for the hearing on sentence, the appellant was explained his rights and the different options available to him. Also, the court record showed that the learned Magistrate drew the attention of the accused of the possibility of making a disqualification order.

The Appellate Court, therefore, concluded that the learned Magistrate had discharged her duty of informing the accused, who was *inops consilii*, of his

constitutional rights and of the different options available to him which he could exercise. Thereafter, it was incumbent upon the appellant to decide on the best course of action he should take and he chose to make a statement from the dock to pray for leniency.

The next issue was whether the learned Magistrate was in presence of special reasons for the exercise of her discretion under **section 52** of the **Road Traffic Act**. What amounts to special reasons has been judicially considered in the case of **R v. Crossen [1939] 1 NI 106** –

“A ‘special reason’ within the exception is one which is special to the facts of the particular case, that is special to the facts which constitute the offence. It is, in other words, a mitigating or extenuating circumstance, not amounting in law to a defence to the charge. Yet directly connected with the commission of the offence and one which the Court ought to take into consideration when imposing punishment. A circumstance peculiar to the offender as distinguished from the offence is not a ‘special reason’ within the exception.”

The criteria for the determination of “special reasons” has been considered in **R v. Wickens (1958) 42 Crim. App. R 236**. The four criteria to evaluate whether the facts qualify as special reasons are that the matter must –

- “(a) be a mitigating or extenuating circumstance;*
- (b) not amount in law to a defence to the charge;*
- (c) be directly connected with the commission of the offence; and*
- (d) be one which the court ought properly to take into consideration when imposing sentence.”*

Furthermore, in **Jeetun S v State of Mauritius [2009 MR 145]**, the appellate Court has set out the principles on the issue of the burden to adduce evidence of “special reasons”. Those principles are –

“1. The onus of proof establishing special reasons is on the defendant: **Jones v. English [1951] 2 All ER 853**.

2. The standard of proof is on a balance of probabilities: **Pugsley v. Hunter [1973] RTR 284**.

3. Special reasons must be supported by evidence, and not mere assertion by advocates: **Jones v. English [supra]**; **Brown v. Dyerson [1968] 3 All ER 39**, **R v. Lundt-Smith [1964] 2 Q.B. 147**; **McClellan v. Cork [1968 Crim. LR. 507]**.

4. Once the Court has found special reasons to exist, it is then up to the Court to decide whether to exercise that discretion given to it: **R v Newton (David) [1974] RTR 451**.

5. Whether facts are, or are not, capable of amounting to a special reason is a matter of law and not of fact: **Barnes v. Gevaux v. [1981] RTR 236**.

6. The evidence upon which the Court acts must be admissible evidence, not hearsay: **Flewitt v. Horwath (1972) 136 JP Jo 164**.

7. If the Court finds that special reasons exist, the reasons must be specified: **Brown v. Dyerson [supra]**; **Barnes v. Gevaux v. [supra]**.”

Held, the appellant having failed to discharge the burden of establishing special reasons as he chose to make a statement from the dock, there was no evidence before the learned Magistrate to exercise her discretion under **section 52** of the **Road Traffic Act**.

Thus, the appeal was dismissed with costs.

“Every act of kindness is a piece of love we leave behind.”

– Paul Williams





**“TO NO ONE WILL WE SELL,
TO NO ONE DENY,
OR DELAY RIGHT OR JUSTICE”**

Chap 4, Magna Carta 1215